

Aujourd'hui,

parlons des droits de la personne protégée en matière de santé !



Comme tout citoyen, la personne protégée dispose de nombreux droits en matière de santé.

Dans ce domaine, il convient toujours de favoriser la recherche de son consentement, afin de promouvoir son autonomie.

Néanmoins, des droits spécifiques peuvent venir encadrer son parcours de soins.

**Focus sur les droits des personnes
protégées en matière de santé !**

Comment est encadré le principe de consentement en protection juridique des majeurs ?

En matière personnelle, la personne protégée **prend seule les décisions relatives à sa personne** dans la mesure où son état le permet (art. 459 C. Civ.).

Lorsque son état ne lui permet pas de prendre seule une décision éclairée, le juge peut prévoir dans le jugement :

- ◇ **une protection relative à la personne avec assistance** pour l'ensemble des actes relatifs à sa personne ou certains actes que le juge énumère ;
- ◇ **une protection relative à la personne avec représentation** : elle est uniquement possible dans le cas d'une tutelle ou d'une habilitation familiale. Dans ce cas, la personne désignée peut représenter la personne protégée y compris pour les actes ayant pour effet de porter gravement atteinte à son intégrité corporelle.

L'assistance ou la représentation relative à la personne **doit être expressément prévue dans le jugement**.



En l'absence de mention, la personne protégée ne peut pas être assistée ou représentée, en matière personnelle, par le protecteur familial ou professionnel.



A qui le professionnel de santé remet-il l'information ?

L'information est toujours délivrée à la personne protégée d'une **manière adaptée à ses capacités de compréhension** (art. L 1111-2 du CSP).

Trois situations peuvent se présenter selon la mesure de protection relative à la personne, prononcée par le juge :

	 Personne protégée	 Protecteur
Mesure de protection sans assistance ni représentation	Oui	Non
Mesure de protection avec assistance	Oui	Oui, si la personne protégée y consent expressément.
Mesure de protection avec représentation	Oui	Oui

Qui consent à l'acte médical ?

Le professionnel de santé **évalue la capacité de la personne protégée** à donner ou non un consentement libre et éclairé.

Selon cette évaluation, le processus pour déterminer qui consent à l'acte médical est différent :

● Dans le cas d'une mesure de protection avec représentation relative à la personne :

Si la personne protégée est apte :

- ◇ Le professionnel **recueille le consentement ou le refus** de la personne, après lui avoir remis toutes les informations nécessaires.
- ◇ Si la personne protégée ou le professionnel de santé le demande, le **protecteur assiste** la personne pour l'aider à exprimer son choix.
- ◇ La personne protégée **signe seule** l'ensemble des documents relatifs à l'acte envisagé.

Si la personne protégée n'est pas apte :

- ◇ Le **protecteur autorise ou non** l'acte médical, compte tenu des informations dont il dispose. S'il en a connaissance, il doit tenir compte de l'avis exprimé par la personne protégée.
- ◇ **En cas de désaccord** entre la personne protégée et le protecteur, le juge statue et autorise l'un ou l'autre à prendre une décision.



Qui consent à l'acte médical ?

● Dans les autres cas :



Si la personne protégée est apte :

- ◇ Le professionnel **recueille le consentement ou le refus** de la personne, après lui avoir remis toutes les informations nécessaires.
- ◇ La personne protégée **signe seule** l'ensemble des documents relatifs à l'acte envisagé.

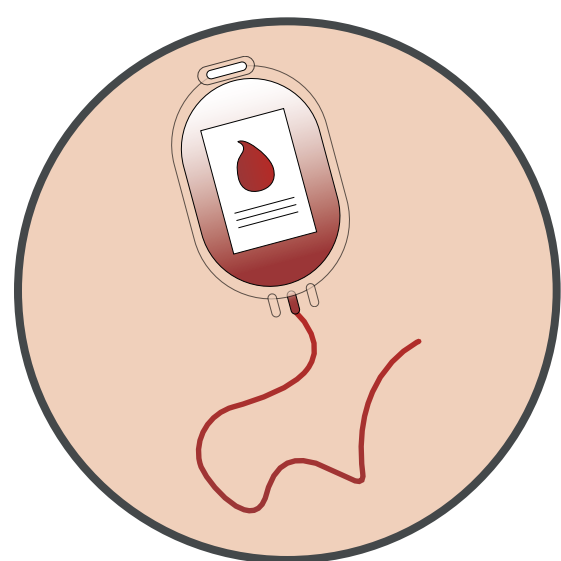
Si la personne protégée n'est pas apte :

- ◇ La personne protégée **ne peut consentir ou refuser** l'acte envisagé.
- ◇ Le professionnel de santé **consulte** alors la personne de confiance, à défaut la famille ou un proche, afin **de décider s'il réalise ou non l'acte médical**.
- ◇ Le protecteur n'intervient pas.



Quelques exemples de dispositions particulières :

Compte tenu de leur particularité, certains actes sont encadrés spécifiquement par le code de la santé publique. **Voici quelques exemples :**

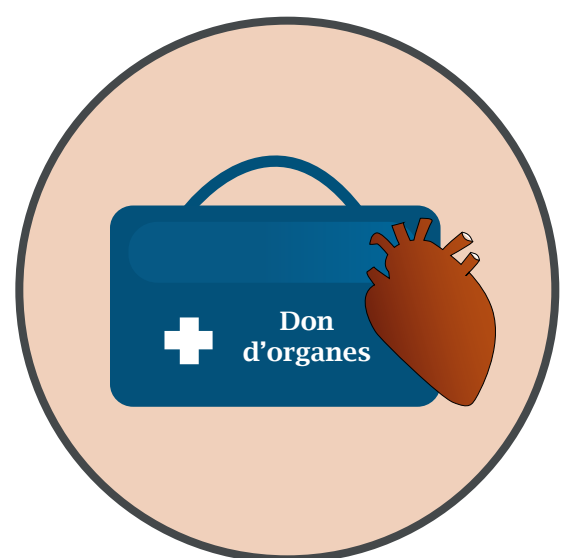
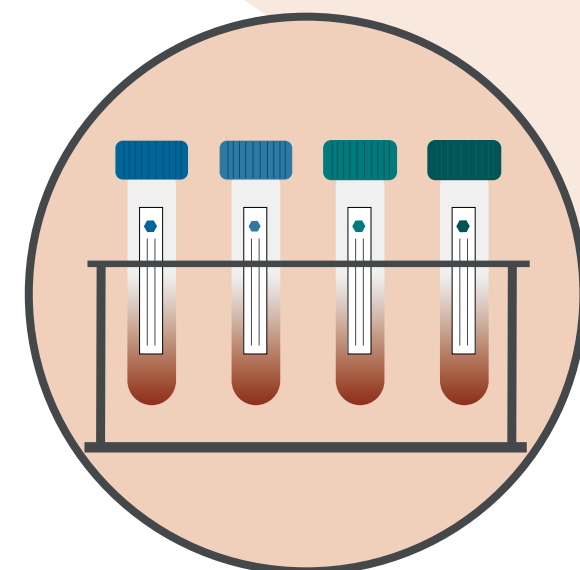


Le don du sang (art. L. 1221-5 CSP) :

Hormis le cas d'une personne qui bénéficie d'une représentation relative à sa personne, **tout majeur peut donner son sang**. Le protecteur n'intervient pas.

Le recueil et la conservation des gamètes en vue de recourir à une procréation médicalement assistée (art. L. 2141-11 CSP) :

Cet acte est considéré comme strictement personnel. Quelle que soit la mesure de protection, **seule la personne protégée consent à cet acte**. Le protecteur n'intervient pas.



Le don d'organes du vivant (art. L. 1231-2 CSP) :

Hormis le cas d'une personne qui bénéficie d'une représentation relative à sa personne, tout majeur peut consentir de son vivant au don d'organes. Le protecteur n'intervient pas.

Quel est le rôle du protecteur en matière de santé ?



Informar la personne protégée (art. 457-1 C. civ.) :
En matière personnelle, le protecteur a **un devoir général d'information**. Il doit remettre à la personne protégée « *toutes informations sur sa situation personnelle, les actes concernés, leur utilité, leur degré d'urgence, leurs effets et les conséquences d'un refus de sa part* ».

Faire valoir les droits de la personne protégée :

Le cas échéant, le protecteur doit rappeler les obligations qui incombent aux tiers afin que chacun agisse dans la limite de ses missions.

L'objectif poursuivi est de **rechercher l'autonomie** de la personne protégée en **rendant effectif l'exercice de ses droits**.



Rendre compte au juge des tutelles :

Le protecteur rend compte des démarches effectuées au juge dans **un rapport de diligences** qui est prévu par l'article 463 du Code civil.

Pourquoi les établissements doivent-ils respecter les droits des personnes protégées ?

1

Garantir l'autonomie des personnes protégées en respectant leurs droits en matière de santé.

2

Se conformer à la législation en vigueur en matière de protection juridique des majeurs.

3

Améliorer la qualité des soins des personnes protégées en facilitant leur parcours de santé et en augmentant leur sentiment de satisfaction.

4

Favoriser la coordination entre les professionnels en prônant une approche globale et cohérente du parcours de soins et de la vie de la personne, tout en ayant conscience qu'une **coordination insuffisante peut créer des situations de blocage ou des retards** dans la prise en charge.

Et concrètement, quelles sont les solutions ?

1

Concevoir des supports pédagogiques à destination des professionnels de santé, des familles et des patients pour faciliter la compréhension des dispositions relatives aux personnes protégées en matière de santé.

2

Mener une politique de conduite du changement pour actualiser les procédures internes afin qu'elles soient conformes au droit de la protection juridique des majeurs.

3

Faciliter les collaborations pour mieux coordonner le parcours de soins et ainsi, assurer un accompagnement global de la personne protégée, respectueux des missions et des limites d'intervention de chaque acteur.

4

Créer des ateliers de sensibilisation à destination des équipes soignantes et administratives pour rendre effectif les droits des personnes protégées et améliorer la qualité de services.

Ces ateliers peuvent également être délivrés dans les écoles et les centres de formation pour les futurs professionnels.



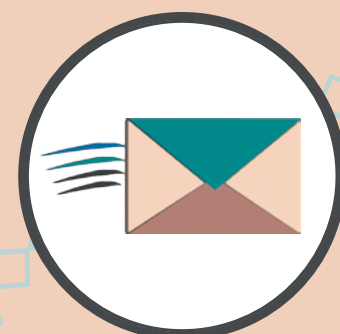
**PP IncluSive vous
accompagne pour
relever ces défis.**

**Vous souhaitez nous
confier un projet ?**

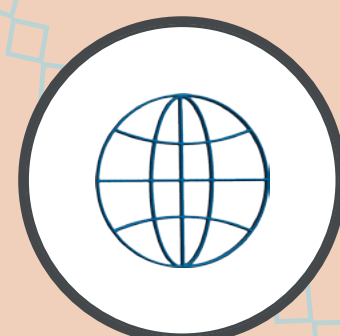
Contactez-nous :



06.27.84.67.17



pp.inclusive@gmail.com



[Prendre un rdv en ligne](#)